

Haute-Garonne: harcelée au sein de la mairie, une employée municipale se suicide

Justine Chevalier

BFM-TV

Le 29/09/2022 à 14:32

Plusieurs employés de la mairie de Fonsorbes, près de Toulouse, dénoncent une situation de harcèlement au travail.

Magali, une employée de la mairie de Fonsorbes près de Toulouse, a mis fin à ses jours à la fin du mois d'août après des mois de harcèlement. Sa famille a porté plainte pour établir les responsabilités.

"Elle nous cachait qu'il y avait eu un relais dans le harcèlement, elle nous protégeait. Si nous avions su, nous aurions réagi." Magali avait 51 ans. Elle était mère de deux enfants et employée à la mairie de Fonsorbes, près de Toulouse, depuis 23 ans. Le 29 août dernier, à quelques heures de la rentrée, elle a mis fin à ses jours, [accablée par de longs mois de harcèlement](#) de la part de son entourage professionnel.

"Nous voulons une enquête permettant de faire toute la lumière sur tout ce qu'il s'est passé", explique Me Joris Morer, qui avec sa consœur Me Camille Lauga, représentent la famille de Magali.

Humiliations et insultes

Entrée en 1999 à la mairie de Fonsorbes, une commune de 12.000 habitants dans la banlieue toulousaine, Magali est promue il y a trois ans au service entretien où elle avait en charge un groupe scolaire. "Sa responsable de service lui mettait une pression énorme", se souvient Pierrick, l'un des deux fils de l'employée de mairie.

Pressions mais aussi humiliations verbales, brimades et insultes. "On lui répétait 'tu n'es qu'une incapable'", explique le jeune homme. "C'était aussi des phrases ou des remarques sexuelles et sexistes", poursuit Me Morer. Les attaques étaient aussi en direction de sa famille.

"Sa supérieure lui disait: 'Si mon fils était homosexuel, je me suiciderais' ou elle lui disait 'comment un homosexuel peut être ingénieur'", détaille Pierrick.

Le 29 août dernier, Magali appelle son compagnon pour lui souhaiter une bonne journée et lui dit qu'elle part au travail. Elle n'ira pas à la mairie. "Notre mère a eu un trou noir lié à une accumulation de pressions", poursuit le jeune homme, expliquant pourtant que Magali avait des projets pour les jours à venir. Alertés, ses deux fils vont la découvrir pendue dans son pavillon. La quinquagénaire n'a laissé aucun mot d'explication.

"Nous étions dans l'incompréhension la plus totale", souffle Pierrick.

"Climat de terreur"

En cherchant une explication, il tombe avec son frère sur des carnets intimes écrits par leur mère.

"C'est là que nous avons compris l'ampleur de ce qu'elle a vécu, que nous avons compris le calvaire qu'elle arrivait à masquer", peine à croire le jeune homme. "Sur toutes les pages, il y avait le nom de sa harceleuse. Elle avait écrit qu'elle vomissait avant d'aller au travail."

La quinquagénaire expliquait redouter la rentrée, le retour de sa supérieure et les appels le week-end d'une autre responsable.

Magali évoque aussi la fois où un autre employé de la mairie a délibérément foncé sur elle avec sa voiture. Cet employé n'étant autre que le compagnon de la supérieure hiérarchique de l'employée de 51 ans et responsable d'un syndicat d'agent. Il avait alors pris le "relais" dans le harcèlement de Magali alors que sa supérieure s'était mise en arrêt maladie à la suite d'une première alerte.

Au mois de mars dernier, ce "climat de terreur" avait en effet été dénoncé auprès de l'équipe municipale. Magali, loin d'être un cas isolé, témoigne sur six pages de son mal-être.

"En janvier, des agents nous ont fait part de leur souffrance au travail, 13 agents ont témoigné dont Magali", explique Jean-Claude Pilet, conseiller municipal du groupe d'opposition Fonsorbes l'humain d'abord. "Trois agents nous ont particulièrement inquiétés."

"Faillite"

La question est posée en conseil municipal. "On nous a répondu 'circulez, y'a rien à voir'", se souvient l' élu, reçu en juillet dernier par l'entourage de la maire pour évoquer cette question. Les agents qui avaient témoigné subissaient en retour de nouvelles pressions. "Ca a été une surcharge de travail et une pression constante sournoise et malsaine. Dans cette situation de stress et d'angoisse j'ai forcément pensé à faire comme Magali", témoigne auprès de [RMC](#) Jean-Luc, employé à la mairie.

En juillet, la mairie annonce que la supérieure mise en cause va être changée de poste à son retour d'arrêt maladie. Contactée, la mairie se refuse à tout commentaire en attendant l'enquête administrative qu'elle a lancée. Au début du mois de septembre, Françoise Siméon, la maire et ancienne médecin du travail assurait, auprès de [La Dépêche du Midi](#), n'avoir pris connaissance de "graves dysfonctionnements" au sein de son institution qu'au moment du suicide de Magali.

"Nous avons tous, à des degrés divers, faillis", souffle Jean-Claude Pilet. "Nous, parce que nous n'avons pas su nous faire entendre, et la maire et son équipe parce qu'ils ont nié cette souffrance au travail."

Lors du dernier conseil municipal qui s'est tenu lundi, les élus du groupe d'opposition ont réclamé la démission de la mairie et de son équipe.

Une plainte au pénal

"Ils étaient comme des chiens en cage qui ne pouvaient pas se défendre", abonde Pierrick, le fils de Magali, qui depuis le drame a rencontré d'autres employés de la mairie qui dénoncent un harcèlement. "Il y a eu une omerta de toute la hiérarchie", complète Me Camille Lauga.

Les proches de l'employée de mairie ont déposée ce jeudi une plainte contre X pour "harcèlement moral", "menaces de mort", "provocation au suicide", "homicide involontaire" et "tentative d'homicide volontaire". "Nous voulons savoir s'il y a d'autres responsables", expliquent les deux avocats de la famille de Magali.

Ils ont également lancé [une page Facebook](#) et un [compte Instagram](#) pour alerter sur le harcèlement au travail et sensibiliser sur ce phénomène.

<https://twitter.com/justinecj> Justine Chevalier Journaliste police-justice BFMTV